

Instructions à l'intention du demandeur d'un formulaire W-9

(Mise à jour : octobre 2018)

Demande de numéro d'identification fiscale et d'attestation

Sauf indication contraire, les articles mentionnés sont des dispositions de l'*Internal Revenue Code*.

Développements futurs

Pour les derniers développements concernant le formulaire W-9 et les instructions s'y rapportant, comme les nouvelles dispositions législatives adoptées après leur publication, consultez le site [IRS.gov/FormW9](https://www.irs.gov/FormW9).

Nouveautés

Taux de retenue de garantie. Le taux de la retenue de garantie applicable aux paiements déclarables est de 24 %.

Rappels

FATCA et exemptions de retenue de garantie. La FATCA exige qu'une institution financière étrangère participante déclare tous les titulaires de compte américains qui sont des personnes désignées des États-Unis. Les *Code de bénéficiaire exempté (s'il y a lieu)* et *Code d'exemption des obligations de déclaration en vertu de la FATCA (s'il y a lieu)* doivent être inscrits dans la case *Exemptions* du formulaire. Les codes appropriés sont indiqués dans la section *Exemptions* du formulaire ainsi que dans les sections *Bénéficiaires exemptés de retenue de garantie* et *Bénéficiaires et titulaires de compte exemptés des obligations de déclaration en vertu de la FATCA* de ces instructions.

La section *Attestation* de la partie II du formulaire inclut l'attestation d'une exemption des obligations de déclaration en vertu de la FATCA.

Responsabilité en matière de retenue de garantie. Si vous ne percevez pas la retenue de garantie requise auprès des bénéficiaires visés, vous pourriez être redevable des sommes non perçues.

Services électroniques de vérification de la correspondance des NIF. Le site Web de l'IRS offre des services électroniques de vérification de la correspondance des NIF (TIN Matching) permettant à certains payeurs de vérifier qu'un NIF correspond bien à un nom en particulier. Voir la section *Vérification de la correspondance des numéros d'identification fiscale (NIF)*, plus loin.

Comment savoir quand je dois utiliser le formulaire W-9 ?

Utilisez le formulaire W-9 pour demander le numéro d'identification fiscale (NIF) d'une personne des États-Unis (y compris un étranger résident) et pour demander certaines attestations ainsi que les exemptions invoquées. (Voir la rubrique *Objet du formulaire* dans le formulaire W-9.) Les mandataires effectuant la retenue peuvent demander aux bénéficiaires américains exemptés de signer des formulaires W-9 pour repousser une présomption de statut d'étranger. Aux fins fiscales fédérales, une personne des États-Unis comprend notamment :

- Une personne physique qui est un citoyen américain ou un étranger résident des États-Unis;
- Une société de personnes, une société, une compagnie ou une association créée ou constituée aux États-Unis ou selon la législation des États-Unis;
- Une succession (à l'exception d'une succession étrangère); ou
- Une fiducie américaine (*domestic trust* au sens de l'article 301.7701-7 des Règlements).

Instructions for the Requester of Form W-9

(Rev. October 2018)

Request for Taxpayer Identification Number and Certification

Section references are to the Internal Revenue Code unless otherwise noted.

Future Developments

For the latest developments related to Form W-9 and its instructions, such as legislation enacted after they were published, go to [IRS.gov/FormW9](https://www.irs.gov/FormW9).

What's New

Backup withholding rate. The backup withholding rate is 24% for reportable payments.

Reminders

FATCA and backup withholding exemptions. FATCA requires a participating foreign financial institution to report all U.S. account holders that are specified U.S. persons. Form W-9 has an *Exemptions* box on the front of the form that includes entry for the *Exempt payee code (if any)* and *Exemption from FATCA Reporting Code (if any)*. The references for the appropriate codes are in the *Exemptions* section of Form W-9, and in the *Payees Exempt From Backup Withholding* and *Payees and Account Holders Exempt From FATCA Reporting* sections of these instructions.

The *Certification* section in Part II of Form W-9 includes certification relating to FATCA reporting.

Backup withholding liability. If you do not collect backup withholding from affected payees as required, you may become liable for any uncollected amount.

TIN matching e-services. The IRS website offers TIN Matching e-services for certain payers to validate name and TIN combinations. See *Taxpayer Identification Number (TIN) Matching*, later.

How Do I Know When To Use Form W-9?

Use Form W-9 to request the taxpayer identification number (TIN) of a U.S. person (including a resident alien) and to request certain certifications and claims for exemption. (See *Purpose of Form* on Form W-9.) Withholding agents may require signed Forms W-9 from U.S. exempt recipients to overcome a presumption of foreign status. For federal tax purposes, a U.S. person includes but is not limited to:

- An individual who is a U.S. citizen or U.S. resident alien;
- A partnership, corporation, company, or association created or organized in the United States or under the laws of the United States;
- Any estate (other than a foreign estate); or
- A domestic trust (as defined in Regulations section 301.7701-7).

Numéro de catalogue 20479P / Cat. No. 20479P

Valeurs mobilières Desjardins inc. utilise les dénominations commerciales «Desjardins Gestion de patrimoine Valeurs mobilières» pour ses activités de courtage de plein exercice et «Desjardins Courtage en ligne» pour ses activités de courtage à escompte.

Desjardins Securities Inc. uses the trade names "Desjardins Wealth Management Securities" for its full-service brokerage activities and "Desjardins Online Brokerage" for its discount brokerage activities.

SIÈGE SOCIAL: ORIGINAL SUCCURSALE: COPIE CLIENT: COPIE / HEAD OFFICE: ORIGINAL BRANCH: COPY CLIENT: COPY

Une société de personnes peut demander à ses associés américains de signer un formulaire W-9 pour repousser une présomption de statut d'étranger et éviter qu'une retenue soit prélevée sur la part du revenu effectivement rattaché de la société de personnes qui leur est attribuable. Pour des renseignements additionnels, voir l'article 1.1446-1 des Règlements.

Une institution financière étrangère participante (IFEP) doit demander un formulaire W-9 à un détenteur de compte qui est une personne des États-Unis. Dans le cas d'un compte conjoint, chaque détenteur du compte qui est une personne des États-Unis doit produire ce formulaire.

Avisez les personnes étrangères d'utiliser le formulaire W-8 approprié ou le formulaire 8233 intitulé *Exemption From Withholding on Compensation for Independent (and Certain Dependent) Personal Services of a Nonresident Alien Individual* (exemption de la retenue sur la rémunération liée à l'exercice d'une profession indépendante (et de certaines professions dépendantes) par un étranger non résident). Voir la publication 515 intitulée *Withholding of Tax on Nonresident Aliens and Foreign Entities* (retenue d'impôt applicable aux étrangers non résidents et aux entités étrangères), pour obtenir de plus amples renseignements et une liste des formulaires W-8.

Transmission électronique des formulaires W-9

Les demandeurs peuvent établir un système permettant aux bénéficiaires et à leurs mandataires de transmettre des formulaires W-9 par voie électronique, notamment par télécopieur. Le mot « demandeur » désigne quiconque est tenu de produire une déclaration de renseignements. Le mot « bénéficiaire » désigne quiconque est tenu de fournir un NIF au demandeur.

Mandataire du bénéficiaire. Le mandataire d'un bénéficiaire peut être un conseiller en placement (qu'il s'agisse d'une société, d'une société de personnes ou d'une personne physique) ou un courtier remisier. Un conseiller en placement doit être enregistré auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) en application de l'*Investment Advisers Act of 1940*. Le courtier remisier est un courtier qui est assujéti à la réglementation de la SEC et de National Association of Securities Dealers, Inc. et qui n'est pas un payeur. Sauf dans le cas d'un courtier qui agit à titre de mandataire d'un bénéficiaire à l'égard d'« instruments facilement négociables », le conseiller ou le courtier doit démontrer par écrit au payeur que le bénéficiaire l'a autorisé à transmettre le formulaire W-9 au payeur.

Système électronique. En règle générale, le système électronique doit :

- Faire en sorte que les renseignements reçus soient bien les renseignements transmis et documenter toutes les occasions d'accès de l'utilisateur donnant lieu à la transmission;
- Conférer une assurance raisonnable que la personne qui accède au système et qui transmet le formulaire est la personne identifiée dans le formulaire W-9, le conseiller en placement ou le courtier remisier;
- Fournir les mêmes renseignements que la version papier du formulaire W-9;
- Pouvoir générer une copie imprimée de la version électronique du formulaire W-9 si l'IRS le demande; et
- Exiger, à la fin du formulaire de transmission, la signature électronique du bénéficiaire dont le nom figure dans le formulaire W-9 attestant qu'il authentifie et qu'il a vérifié le formulaire transmis. La signature électronique doit être donnée sous peine de parjure, et l'énoncé relatif au parjure doit reprendre le libellé de la version papier du formulaire W-9.

 Pour les formulaires W-9 qui n'ont pas à être signés, le système électronique n'a pas à prévoir la signature électronique ou l'énoncé relatif au parjure.

Pour des renseignements plus détaillés, voir les documents suivants.

- L'*Announcement 98-27*, qui se trouve à la page 30 de l'*Internal Revenue Bulletin 1998-15* à l'adresse [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb98-15.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb98-15.pdf).
- L'*Announcement 2001-91*, qui se trouve à la page 221 de l'*Internal Revenue Bulletin 2001-36* à l'adresse [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb01-36.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb01-36.pdf).

A partnership may require a signed Form W-9 from its U.S. partners to overcome a presumption of foreign status and to avoid withholding on the partner's allocable share of the partnership's effectively connected income. For more information, see Regulations section 1.1446-1.

A participating foreign financial institution (PFFI) should request Form W-9 from an account holder that is a U.S. person. If an account is jointly held, the PFFI should request a Form W-9 from each holder that is a U.S. person.

Advise foreign persons to use the appropriate Form W-8 or Form 8233, Exemption From Withholding on Compensation for Independent (and Certain Dependent) Personal Services of a Nonresident Alien Individual. See Pub. 515, Withholding of Tax on Nonresident Aliens and Foreign Entities, for more information and a list of the W-8 forms.

Electronic Submission of Forms W-9

Requesters may establish a system for payees and payees' agents to submit Forms W-9 electronically, including by fax. A *requester* is anyone required to file an information return. A *payee* is anyone required to provide a taxpayer identification number (TIN) to the requester.

Payee's agent. A payee's agent can be an investment advisor (corporation, partnership, or individual) or an introducing broker. An investment advisor must be registered with the Securities and Exchange Commission (SEC) under the Investment Advisers Act of 1940. The introducing broker is a broker-dealer that is regulated by the SEC and the National Association of Securities Dealers, Inc., and that is not a payer. Except for a broker who acts as a payee's agent for "readily tradable instruments," the advisor or broker must show in writing to the payer that the payee authorized the advisor or broker to transmit the Form W-9 to the payer.

Electronic system. Generally, the electronic system must:

- Ensure the information received is the information sent, and document all occasions of user access that result in the submission;
- Make reasonably certain that the person accessing the system and submitting the form is the person identified on Form W-9, the investment advisor, or the introducing broker;
- Provide the same information as the paper Form W-9;
- Be able to supply a hard copy of the electronic Form W-9 if the Internal Revenue Service requests it; and
- Require as the final entry in the submission an electronic signature by the payee whose name is on Form W-9 that authenticates and verifies the submission. The electronic signature must be under penalties of perjury and the perjury statement must contain the language of the paper Form W-9.

 For Forms W-9 that are not required to be signed, the electronic system need not provide for an electronic signature or a perjury statement.

For more details, see the following.

- *Announcement 98-27*, which is on page 30 of Internal Revenue Bulletin 1998-15 at [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb98-15.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb98-15.pdf).
- *Announcement 2001-91*, which is on page 221 of Internal Revenue Bulletin 2001-36 at [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb01-36.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb01-36.pdf).

Numéro d'identification fiscale individuel (NIFI)

Le formulaire W-9 (ou un document acceptable le remplaçant) est utilisé par les personnes tenues de produire des déclarations de renseignements auprès de l'IRS afin d'obtenir le nom et le NIF exacts du bénéficiaire (ou d'une autre personne). Pour les personnes physiques, le NIF est généralement un numéro de sécurité sociale (NSS).

Toutefois, dans certains cas, les personnes physiques qui deviennent des étrangers résidents des États-Unis aux fins fiscales fédérale ne peuvent obtenir un NSS. Il en est notamment ainsi de certains étrangers résidents qui doivent recevoir des déclarations de renseignements, mais qui ne peuvent obtenir de NSS.

Ces personnes physiques doivent demander un NIFI à l'aide du formulaire W-7 intitulé *Application for IRS Individual Taxpayer Identification Number* (demande de numéro d'identification fiscale individuel de l'IRS), à moins qu'elles n'aient déjà fait une demande en vue d'obtenir un NSS. Les personnes physiques qui ont un NIFI doivent l'indiquer dans le formulaire W-9.

Note. Les numéros d'identification fiscale individuel (NIFI) qui n'ont pas été inscrits sur une déclaration de revenus fédérale américaine au moins une fois au cours des trois dernières années consécutives expireront. Les NIFI expirés doivent être renouvelés afin d'éviter les retards dans le traitement de la déclaration de revenus de leur détenteur. Si l'IRS désactive un NIFI parce qu'il est expiré, il peut tout de même être inscrit sur le formulaire W-9. Cependant, le détenteur d'un NIFI expiré devra demander sa réactivation s'il doit produire une déclaration de revenus. Pour en savoir plus, consultez les instructions du formulaire W-7.

Formulaire W-9 de remplacement

Vous pouvez préparer et utiliser votre propre formulaire W-9 (un formulaire W-9 de remplacement) si son contenu ressemble pour l'essentiel à celui du formulaire W-9 officiel de l'IRS et répond à certaines exigences en matière d'attestation.

Vous pouvez intégrer un formulaire W-9 de remplacement dans les autres formulaires d'affaires que vous utilisez habituellement, comme les cartes de signature de compte, par exemple. Par contre, les attestations dans le formulaire W-9 de remplacement doivent clairement énoncer (comme dans le formulaire W-9 officiel) que, sous peine de parjure :

1. Le NIF du bénéficiaire est exact;
2. Le bénéficiaire n'est pas assujéti à une retenue de garantie en raison d'une omission de déclarer des intérêts ou des dividendes reçus;
3. Le bénéficiaire est une personne des États-Unis; et
4. Le code FATCA inscrit sur ce formulaire (s'il y a lieu) qui indique que le bénéficiaire est exempté des obligations de déclaration en vertu de la FATCA est correct.

Vous pouvez fournir des instructions d'attestation sur un formulaire de remplacement W-9 comme vous le feriez sur un formulaire officiel. Si vous n'obtenez pas un code d'exemption des obligations de déclaration en vertu de la FATCA et que vous laissez ce champ vide sur le formulaire de remplacement W-9 (voir la section Bénéficiaires et titulaires de compte exemptés des obligations de déclaration en vertu de la FATCA, plus loin), vous pouvez aviser le bénéficiaire que le point 4 ne s'applique pas.

Vous ne pouvez pas :

1. Utiliser un formulaire W-9 de remplacement qui exige qu'en apposant sa signature, le bénéficiaire accepte des dispositions sans lien avec les attestations requises; ou
2. Laisser entendre qu'un bénéficiaire pourrait être assujéti à une retenue de garantie s'il n'accepte pas des dispositions sans lien avec les attestations requises contenues dans le formulaire de remplacement.

Un formulaire W-9 de remplacement qui contient une ligne de signature distincte réservée aux attestations répond à l'exigence que les attestations soient clairement énoncées.

Individual Taxpayer Identification Number (ITIN)

Form W-9 (or an acceptable substitute) is used by persons required to file information returns with the IRS to get the payee's (or other person's) correct name and TIN. For individuals, the TIN is generally a social security number (SSN).

However, in some cases, individuals who become U.S. resident aliens for federal tax purposes are not eligible to obtain an SSN. This includes certain resident aliens who must receive information returns but who cannot obtain an SSN.

These individuals must apply for an ITIN on Form W-7, Application for IRS Individual Taxpayer Identification Number, unless they have an application pending for an SSN. Individuals who have an ITIN must provide it on Form W-9.

Note. ITINs that haven't been included on a U.S. federal tax return at least once in the last 3 consecutive tax years will expire. Expired ITINs must be renewed in order to avoid delays in processing the ITIN holder's tax return. If the IRS deactivates the ITIN because it has expired, the ITIN may still be used on Form W-9. However, the ITIN holder will have to apply to renew the deactivated ITIN if there is a need to file a tax return. For more information, see the Instructions for Form W-7.

Substitute Form W-9

You may develop and use your own Form W-9 (a substitute Form W-9) if its content is substantially similar to the official IRS Form W-9 and it satisfies certain certification requirements.

You may incorporate a substitute Form W-9 into other business forms you customarily use, such as account signature cards. However, the certifications on the substitute Form W-9 must clearly state (as shown on the official Form W-9) that under penalties of perjury:

1. The payee's TIN is correct;
2. The payee is not subject to backup withholding due to failure to report interest and dividend income;
3. The payee is a U.S. person; and
4. The FATCA code entered on this form (if any) indicating that the payee is exempt from FATCA reporting is correct.

You may provide certification instructions on a substitute Form W-9 in a manner similar to the official form. If you are not collecting a FATCA exemption code by omitting that field from the substitute Form W-9 (see *Payees and Account Holders Exempt From FATCA Reporting*, later), you may notify the payee that item 4 does not apply.

You may not:

1. Use a substitute Form W-9 that requires the payee, by signing, to agree to provisions unrelated to the required certifications; or
2. Imply that a payee may be subject to backup withholding unless the payee agrees to provisions on the substitute form that are unrelated to the required certifications.

A substitute Form W-9 that contains a separate signature line just for the certifications satisfies the requirement that the certifications be clearly stated.

Si une seule ligne de signature est utilisée pour les attestations requises et pour d'autres dispositions, les attestations doivent être mises en surbrillance, encadrées, écrites en caractères gras ou présentées d'une autre façon qui fait ressortir le texte des autres renseignements contenus dans le formulaire de remplacement. De plus, l'énoncé suivant doit être ajouté, dans le même format le faisant ressortir du reste du texte, immédiatement avant la ligne de signature unique :

«The Internal Revenue Service does not require your consent to any provision of this document other than the certifications required to avoid backup withholding.» (L'Internal Revenue Service n'exige pas que vous consentiez à quelque autre disposition du présent document que les attestations requises pour éviter une retenue de garantie.)

Si vous utilisez un formulaire de remplacement, vous n'êtes tenu de remettre les instructions relatives au formulaire W-9 au bénéficiaire que s'il vous les demande. Cependant, si l'IRS a avisé le bénéficiaire qu'une retenue de garantie s'applique, vous devez lui donner la directive de biffer dans l'attestation l'énoncé se rapportant à l'omission de déclarer la totalité des intérêts ou des dividendes. Cette directive peut être donnée verbalement ou par écrit. Voir le point 2 de la partie *Attestation* dans le formulaire W-9. Vous pouvez remplacer la mention «(comme définie ci-après)» au point 3 de la partie *Attestation* du formulaire W-9 par «(comme définie dans les instructions)» dans les cas où les instructions seront transmises au bénéficiaire uniquement sur demande. Pour des renseignements additionnels, voir *Rev. Proc. 83-89, 1983-2 C.B. 613*; étoffé par *Rev. Proc. 96-26*, qui se trouve à la page 22 de l'*Internal Revenue Bulletin 1996-8* à l'adresse [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb96-08.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb96-08.pdf).

Demande de NIF déjà transmise

Dans le cas des paiements d'intérêts et de dividendes et de certains paiements versés à l'égard d'instruments facilement négociables, le bénéficiaire peut vous retourner un formulaire W-9 dûment rempli et signé avec la mention «Applied For» à la partie I. Il s'agit d'une attestation avec «NIF à venir». Le bénéficiaire a 60 jours civils, à compter de la date à laquelle vous recevez cette attestation, pour vous fournir un NIF. Si vous ne recevez pas le NIF du bénéficiaire après ce délai, vous devez commencer à prélever une retenue de garantie sur les paiements.

Règle relative à la réserve. Vous devez prélever une retenue de garantie à l'égard de tous les paiements déclarables versés au cours du délai de 60 jours si un bénéficiaire retire plus de 500\$ en une seule fois, à moins que le bénéficiaire ne réserve un montant équivalent aux taux de retenue de garantie pour l'année en cours sur tous les paiements déclarables versés au compte.

Règle offrant une alternative. Vous pouvez également choisir de prélever une retenue de garantie au cours de ce délai de 60 jours, après un délai de grâce de 7 jours, selon l'une ou l'autre des règles suivantes.

Option 1. Prélevez une retenue de garantie sur tout paiement déclarable si le bénéficiaire effectue un retrait sur son compte après la fin du 7^e jour ouvrable suivant la réception de l'attestation avec «NIF à venir». Considérez comme un paiement déclarable tous les retraits en espèces jusqu'à concurrence du montant des paiements déclarables versés entre le lendemain de la réception de l'attestation avec «NIF à venir» et le jour du retrait.

Option 2. Prélevez une retenue de garantie sur tout paiement déclarable versé sur le compte du bénéficiaire, sans égard au fait que le bénéficiaire effectue ou non des retraits, à compter de la fin d'un délai maximal de sept jours ouvrables suivant la réception de l'attestation avec «NIF à venir».



L'exemption de retenue de garantie pendant un délai de 60 jours ne s'applique pas à d'autres paiements que les paiements d'intérêts et de dividendes et certains paiements versés à l'égard d'instruments facilement négociables. Tout autre paiement déclarable, comme la rémunération d'un non-salarié, est immédiatement assujéti à une retenue de garantie, même si le bénéficiaire a demandé un NIF et attend de le recevoir.

If a single signature line is used for the required certifications and other provisions, the certifications must be highlighted, boxed, printed in bold-face type, or presented in some other manner that causes the language to stand out from all other information contained on the substitute form. Additionally, the following statement must be presented to stand out in the same manner as described above and must appear immediately above the single signature line:

"The Internal Revenue Service does not require your consent to any provision of this document other than the certifications required to avoid backup withholding."

If you use a substitute form, you are required to provide the Form W-9 instructions to the payee only if he or she requests them. However, if the IRS has notified the payee that backup withholding applies, then you must instruct the payee to strike out the language in the certification that relates to underreporting. This instruction can be given orally or in writing. See item 2 of the *Certification* on Form W-9. You can replace "defined below" with "defined in the instructions" in item 3 of the *Certification* on Form W-9 when the instructions will not be provided to the payee except upon request. For more information, see *Rev. Proc. 83-89, 1983-2 C.B. 613*; amplified by *Rev. Proc. 96-26*, which is on page 22 of *Internal Revenue Bulletin 1996-8* at [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb96-08.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb96-08.pdf).

TIN Applied for

For interest and dividend payments and certain payments with respect to readily tradable instruments, the payee may return a properly completed, signed Form W-9 to you with "Applied For" written in Part I. This is an "awaiting-TIN" certificate. The payee has 60 calendar days, from the date you receive this certificate, to provide a TIN. If you do not receive the payee's TIN at that time, you must begin backup withholding on payments.

Reserve rule. You must backup withhold on any reportable payments made during the 60-day period if a payee withdraws more than \$500 at one time, unless the payee reserves an amount equal to the current year's backup withholding rate on all reportable payments made to the account.

Alternative rule. You also may elect to backup withhold during this 60-day period, after a 7-day grace period, under one of the two alternative rules discussed below.

Option 1. Backup withhold on any reportable payments if the payee makes a withdrawal from the account after the close of 7 business days after you receive the awaiting-TIN certificate. Treat as reportable payments all cash withdrawals in an amount up to the reportable payments made from the day after you receive the awaiting-TIN certificate to the day of withdrawal.

Option 2. Backup withhold on any reportable payments made to the payee's account, regardless of whether the payee makes any withdrawals, beginning no later than 7 business days after you receive the awaiting-TIN certificate.



The 60-day exemption from backup withholding does not apply to any payment other than interest, dividends, and certain payments relating to readily tradable instruments. Any other reportable payment, such as nonemployee compensation, is subject to backup withholding immediately, even if the payee has applied for and is awaiting a TIN.

Même si le bénéficiaire vous transmet une attestation avec « NIF à venir », vous devez prélever une retenue de garantie à l'égard des paiements d'intérêts et de dividendes déclarables si le bénéficiaire n'atteste pas, sous peine de parjure, qu'il n'est pas assujéti à une retenue de garantie.

Si vous ne percevez pas comme il se doit la retenue de garantie auprès des bénéficiaires visés, vous pourriez être redevable des sommes non perçues.

Bénéficiaires exemptés de retenue de garantie

Les bénéficiaires qui suivent sont exemptés de retenue de garantie pour les paiements ci-dessous. Ils devraient inscrire le code de bénéficiaire exempté correspondant sur le formulaire W-9. Vous pouvez vous baser sur la déclaration d'exemption du bénéficiaire à moins que vous ne sachiez que le code de bénéficiaire exempté ou la classification ne sont pas valides ou qu'ils ne concordent pas.

Dans ce cas, vous pouvez vous baser sur le formulaire W-9 pour obtenir le NIF du bénéficiaire, mais vous devez considérer ce dernier comme étant non exempté. Si le bénéficiaire n'a pas inscrit de code de bénéficiaire exempté, mais que la classification sélectionnée indique qu'il est exempté, vous pouvez accepter cette classification et considérer le bénéficiaire comme s'il était exempté, à moins que vous ne sachiez qu'elle n'est pas valide.

Si le bénéficiaire n'est pas exempté, vous devez prélever une retenue de garantie sur les paiements déclarables s'il ne fournit pas son NIF de la manière requise ou qu'il ne signe pas l'attestation, au besoin.

1. Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a), un IRA ou un compte de dépositaire en vertu de l'alinéa 403(b)(7) si le compte satisfait aux exigences de l'alinéa 401(f)(2);
2. Les États-Unis ou toute personne morale de droit public appartenant à ce pays;
3. Un État des États-Unis, le district de Columbia, un commonwealth ou une possession des États-Unis ou l'une ou l'autre de leurs subdivisions politiques ou des personnes morales de droit public leur appartenant;
4. Un gouvernement étranger ou l'une ou l'autre de ses subdivisions politiques, de ses agences ou des personnes morales de droit public lui appartenant;
5. Une société;
6. Un courtier en valeurs mobilières ou marchandises tenu de s'enregistrer comme tel aux États-Unis, dans le district de Columbia ou dans un commonwealth ou une possession des États-Unis;
7. Un négociant-commissionnaire en contrats à terme enregistré auprès de la *Commodity Futures Trading Commission*;
8. Une fiducie de placement immobilier;
9. Une entité enregistrée en tout temps au cours de l'année d'imposition en application de l'*Investment Company Act of 1940*;
10. Un fonds en fiducie collectif (*common trust fund*) exploité par une banque en vertu du paragraphe 584(a);
11. Une institution financière;
12. Un intermédiaire connu dans le milieu de l'investissement comme un prête-nom ou un dépositaire; ou
13. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée à l'article 4947.

Les types de paiement suivants sont exemptés de retenue de garantie pour les bénéficiaires indiqués aux points 1 à 13 ci-dessus.

Paiements d'intérêts et de dividendes. Tous les bénéficiaires de la liste sont exemptés, sauf ceux du point 7.

Opérations avec un courtier. Tous les bénéficiaires des points 1 à 4 et 6 à 11 de la liste sont exemptés. Les sociétés de type C sont également exemptées. Une personne enregistrée en application de l'*Investment Advisers Act of 1940* qui agit régulièrement à titre de courtier est elle aussi exemptée.

Even if the payee gives you an awaiting-TIN certificate, you must backup withhold on reportable interest and dividend payments if the payee does not certify, under penalties of perjury, that the payee is not subject to backup withholding.

If you do not collect backup withholding from affected payees as required, you may become liable for any uncollected amount.

Payees Exempt From Backup Withholding

The following payees are exempt from backup withholding with respect to the payments below, and should enter the corresponding exempt payee code on Form W-9. You may rely on the payee's claim of exemption unless you have actual knowledge that the exempt payee code and/or classification selected are not valid, or if they are inconsistent with each other.

In that case, you may rely on the Form W-9 for purposes of obtaining the payee's TIN, but you must treat the payee as non-exempt. If the payee failed to enter an exempt payee code, but the classification selected indicates that the payee is exempt, you may accept the classification and treat the payee as exempt unless you have actual knowledge that the classification is not valid.

If the payee is not exempt, you are required to backup withhold on reportable payments if the payee does not provide a TIN in the manner required or does not sign the certification, if required.

1. An organization exempt from tax under section 501(a), any IRA, or a custodial account under section 403(b)(7) if the account satisfies the requirements of section 401(f)(2);
2. The United States or any of its agencies or instrumentalities;
3. A state, the District of Columbia, a U.S. commonwealth or possession, or any of their political subdivisions, agencies, or instrumentalities;
4. A foreign government or any of its political subdivisions, agencies, or instrumentalities;
5. A corporation;
6. A dealer in securities or commodities required to register in the United States, the District of Columbia, or a U.S. commonwealth or possession;
7. A futures commission merchant registered with the Commodity Futures Trading Commission;
8. A real estate investment trust;
9. An entity registered at all times during the tax year under the Investment Company Act of 1940;
10. A common trust fund operated by a bank under section 584(a);
11. A financial institution;
12. A middleman known in the investment community as a nominee or custodian; or
13. A trust exempt from tax under section 664 or described in section 4947.

The following types of payments are exempt from backup withholding as indicated for payees listed in 1 through 13 above.

Interest and dividend payments. All listed payees are exempt except the payee in item 7.

Broker transactions. All payees listed in items 1 through 4 and 6 through 11 are exempt. Also, C corporations are exempt. A person registered under the Investment Advisers Act of 1940 who regularly acts as a broker also is exempt.

Échanges et ristournes. Seuls les bénéficiaires des points 1 à 4 de la liste sont exemptés.

Paiements déclarables en vertu des articles 6041 et 6041A. Les bénéficiaires des points 1 à 5 de la liste sont généralement exemptés.

Les paiements suivants versés à une société et déclarables dans le formulaire 1099-MISC intitulé *Miscellaneous Income* (revenus divers) ne sont cependant pas exemptés de retenue de garantie :

- Paiements pour soins médicaux ou soins de santé.
- Honoraires d'avocat (y compris le produit brut versé à un avocat, à déclaré en vertu du paragraphe 6045(f)).
- Paiements pour services payés par une agence exécutive fédérale (voir *Rev. Rul. 2003-66*, qui se trouve à la page 1115 de l'*Internal Revenue Bulletin 2003-26* à l'adresse [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb03-26.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb03-26.pdf)).

Paiements versés en règlement d'opérations par carte de paiement ou d'opérations effectuées par la voie du réseau d'un tiers. Seuls les bénéficiaires des points 1 à 4 de la liste sont exemptés.

Paiements exemptés de retenue de garantie

Les paiements qui ne sont pas assujettis à une obligation de produire une déclaration de renseignements ne sont pas non plus assujettis à une retenue de garantie. Pour d'autres détails, voir les articles 6041, 6041A, 6042, 6044, 6045, 6049, 6050A, 6050N et 6050W ainsi que les dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci. Les paiements suivants sont généralement exemptés de retenue de garantie.

Dividendes et ristournes

- Paiements à des étrangers non résidents assujettis à une retenue prévue à l'article 1441.
- Paiements à des sociétés de personnes n'exerçant pas d'activités industrielles ou commerciales aux États-Unis et dont au moins un des associés est un étranger non résident.
- Paiements de ristournes autres qu'en argent.
- Paiements versés par certaines organisations étrangères.
- Distributions versées en vertu du paragraphe 404(k) par un régime d'options sur actions à l'intention des employés.

Paiements d'intérêts

- Paiements d'intérêts sur des obligations émises par des personnes physiques. Toutefois, si, dans le cadre de vos activités industrielles ou commerciales, vous versez 600 \$ ou plus en intérêts à un bénéficiaire, vous devez déclarer le paiement. Une retenue de garantie s'applique au paiement déclarable si le bénéficiaire n'a pas fourni son NIF ou qu'il a fourni un NIF inexact.
- Paiements visés à l'alinéa 6049(b)(5) versés à des étrangers non résidents.
- Paiements à l'égard d'obligations exemptes d'impôt (*tax-free covenant bonds*) en vertu de l'article 1451.
- Paiements versés par certaines organisations étrangères.
- Intérêts hypothécaires ou intérêts sur prêt étudiant vous étant versés.

Autres types de paiements

- Salaires.
- Distributions d'un régime de pension, de rente, de participation aux bénéfices ou de primes d'actionnariat, d'un IRA, d'un régime de propriétaire-employé (*owner-employee plan*) ou d'un autre régime de rémunération différée.
- Distributions d'un compte de crédits pour soins médicaux ou soins de santé et prestations de soins de longue durée.
- Certains produits du rachat de contrats d'assurance-vie.
- Distribution d'un programme de crédit pour frais de scolarité admissible ou d'un Coverdell ESA.

Barter exchange transactions and patronage dividends. Only payees listed in items 1 through 4 are exempt.

Payments reportable under sections 6041 and 6041A. Payees listed in items 1 through 5 generally are exempt.

However, the following payments made to a corporation and reportable on Form 1099-MISC, Miscellaneous Income, are not exempt from backup withholding:

- Medical and health care payments.
- Attorneys' fees (also gross proceeds paid to an attorney, reportable under section 6045(f)).
- Payments for services paid by a federal executive agency (see *Rev. Rul. 2003-66*, which is on page 1115 of *Internal Revenue Bulletin 2003-26* at [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb03-26.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb03-26.pdf)).

Payments made in settlement of payment card or third party network transactions. Only payees listed in items 1 through 4 are exempt.

Payments Exempt From Backup Withholding

Payments that are not subject to information reporting also are not subject to backup withholding. For details, see sections 6041, 6041A, 6042, 6044, 6045, 6049, 6050A, 6050N, and 6050W and their regulations. The following payments generally are exempt from backup withholding.

Dividends and patronage dividends

- Payments to nonresident aliens subject to withholding under section 1441.
- Payments to partnerships not engaged in a trade or business in the United States and that have at least one nonresident alien partner.
- Payments of patronage dividends not paid in money.
- Payments made by certain foreign organizations.
- Section 404(k) distributions made by an ESOP.

Interest payments

- Payments of interest on obligations issued by individuals. However, if you pay \$600 or more of interest in the course of your trade or business to a payee, you must report the payment. Backup withholding applies to the reportable payment if the payee has not provided a TIN or has provided an incorrect TIN.
- Payments described in section 6049(b)(5) to nonresident aliens.
- Payments on tax-free covenant bonds under section 1451.
- Payments made by certain foreign organizations.
- Mortgage or student loan interest paid to you.

Other types of payment

- Wages.
- Distributions from a pension, annuity, profit-sharing or stock bonus plan, any IRA, an owner-employee plan, or other deferred compensation plan.
- Distributions from a medical or health savings account and long-term care benefits.
- Certain surrenders of life insurance contracts.
- Distribution from qualified tuition programs or Coverdell ESAs.

- Gains de jeu si la retenue ordinaire sur les gains de jeu prévue au paragraphe 3402(q) est requise. Par contre, si cette retenue ne s'applique pas, une retenue de garantie s'applique si le bénéficiaire omet de fournir un NIF.
- Transactions immobilières déclarables en vertu du paragraphe 6045(e).
- Dettes annulées déclarables en vertu de l'article 6050P.
- Achats de poisson contre espèces déclarables en vertu de l'article 6050R.

Bénéficiaires et titulaires de compte exemptés des obligations de déclaration en vertu de la FATCA

Les obligations de déclaration en vertu du chapitre 4 (FATCA) en ce qui a trait aux personnes des États-Unis ne visent généralement que les institutions financières étrangères (IFE) (y compris une succursale d'une institution financière américaine qui est considérée comme une IFE en vertu d'un accord intergouvernemental (AI) applicable). Ainsi, par exemple, une institution financière américaine qui tient un compte aux États-Unis n'a pas besoin d'obtenir un code d'exemption des obligations de déclaration en vertu de la FATCA.

Si vous produisez un formulaire W-9, au lieu du code d'exemption FATCA, vous pouvez inscrire « Sans objet », « S.O. » ou toute autre indication de ce type qui précise qu'une exemption des obligations de déclaration en vertu de la FATCA ne s'applique pas. Cependant, tout bénéficiaire qui produit un tel formulaire ne peut pas être considéré comme exempté des obligations de déclaration en vertu de la FATCA. Pour plus de détails sur les obligations de déclaration en vertu de la FATCA, notamment pour les renseignements précis que les institutions financières doivent déclarer, voir les articles 1471 à 1474 ainsi que les règlements s'y rapportant. Voir l'alinéa 1.1471-3(d)(2) des Règlements pour savoir quand une IFE peut se fier à des preuves documentaires pour considérer une personne des États-Unis comme n'étant pas une personne désignée des États-Unis. Voir l'alinéa 1.1471-3(f)(3) des Règlements pour les cas où une IFE peut présumer qu'une personne des États-Unis n'est pas une personne désignée des États-Unis.

Si vous recevez un formulaire W-9 avec un code d'exemption FATCA et que vous savez que la personne est une personne désignée des États-Unis ou que vous avez des raisons de le croire, vous ne pouvez pas vous baser sur le formulaire W-9 pour la considérer comme étant exemptée de ses obligations de déclaration en vertu de la FATCA. Vous pouvez toutefois vous baser sur un formulaire W-9 rempli pour la considérer comme une personne désignée des États-Unis. Une exemption (ou une absence d'exemption) des obligations de déclaration en vertu de la FATCA n'a aucune incidence sur la retenue de garantie décrite plus tôt dans ces instructions. Les personnes et les entités suivantes ne sont pas des personnes désignées des États-Unis et sont par conséquent exemptées des obligations de déclaration en vertu de la FATCA.

- Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a) ou un IRA (*individual retirement plan*) au sens de l'alinéa 7701(a)(37);
- Les États-Unis ou toute personne morale de droit public appartenant à ce pays;
- Un État des États-Unis, le district de Columbia, un commonwealth ou une possession des États-Unis ou l'une ou l'autre de leurs subdivisions politiques ou des personnes morales de droit public leur appartenant;
- Une société dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un ou plusieurs marchés boursiers réglementés visée au sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i) des Règlements;
- Une société appartenant au même groupe affilié élargi (*expanded affiliated group*) qu'une société visée au sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i) des Règlements;
- Un courtier en valeurs mobilières, marchandises ou instruments dérivés (y compris les contrats à principal notionnel, les contrats à terme et les options) qui est enregistré comme tel en vertu de la législation des États-Unis ou d'un de leurs États;
- Une fiducie de placement immobilier;

- Gambling winnings if regular gambling winnings withholding is required under section 3402(q). However, if regular gambling winnings withholding is not required under section 3402(q), backup withholding applies if the payee fails to furnish a TIN.
- Real estate transactions reportable under section 6045(e).
- Cancelled debts reportable under section 6050P.
- Fish purchases for cash reportable under section 6050R.

Payees and Account Holders Exempt From FATCA Reporting

Reporting under chapter 4 (FATCA) with respect to U.S. persons generally applies only to foreign financial institutions (FFI) (including a branch of a U.S. financial institution that is treated as an FFI under an applicable intergovernmental agreement (IGA)). Thus, for example, a U.S. financial institution maintaining an account in the United States does not need to collect an exemption code for FATCA reporting.

If you are providing a Form W-9, you may pre-populate the FATCA exemption code with "Not Applicable," "N/A," or a similar indication that an exemption from FATCA reporting does not apply. Any payee that provides such a form, however, cannot be treated as exempt from FATCA reporting. For details on the FATCA reporting requirements, including specific information regarding which financial institutions are required to report, see sections 1471 to 1474 and related regulations. See Regulations section 1.1471-3(d)(2) for when an FFI may rely on documentary evidence to treat a U.S. person as other than a specified U.S. person and see Regulations section 1.1471-3(f)(3) for when an FFI may presume a U.S. person as other than a specified U.S. person.

If you receive a Form W-9 with a FATCA exemption code and you know or have reason to know the person is a specified U.S. person, you may not rely on the Form W-9 to treat the person as exempt from FATCA reporting. However, you may still rely on an otherwise completed Form W-9 to treat a person as a specified U.S. person. An exemption from FATCA reporting (or lack thereof) does not affect backup withholding as described earlier in these instructions. The following are not specified U.S. persons and are thus exempt from FATCA reporting.

- An organization exempt from tax under section 501(a), or any individual retirement plan as defined in section 7701(a)(37);
- The United States or any of its agencies or instrumentalities;
- A state, the District of Columbia, a U.S. commonwealth or possession, or any of their political subdivisions, agencies, or instrumentalities;
- A corporation the stock of which is regularly traded on one or more established securities markets, as described in Regulations 1.1472-1(c)(1)(i);
- A corporation that is a member of the same expanded affiliated group as a corporation described in Regulations 1.1472-1(c)(1)(i);
- A dealer in securities, commodities, or derivative financial instruments (including notional principal contracts, futures, forwards, and options) that is registered as such under the laws of the United States or any State;
- A real estate investment trust;

- H. Une société d'investissement réglementée (*regulated investment company*) au sens de l'article 851 ou une entité enregistrée en tout temps au cours de l'année d'imposition en application de l'*Investment Company Act of 1940*;
- I. Un fonds en fiducie collectif (*common trust fund*) au sens du paragraphe 584(a);
- J. Une banque au sens de l'article 581;
- K. Un courtier;
- L. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée à l'article 4947; ou
- M. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu d'un régime visé aux paragraphes 403(b) ou 457(g).

Bénéficiaires étrangers conjoints

Si le premier bénéficiaire dont le nom figure au compte vous transmet un formulaire W-8 ou une autre déclaration comparable signée sous peine de parjure, une retenue de garantie s'applique, à moins que :

1. Chaque bénéficiaire conjoint ne transmette la déclaration relativement à son statut d'étranger; ou
2. L'un ou l'autre des bénéficiaires conjoints n'ayant pas établi son statut d'étranger ne vous fournisse un NIF.

Si l'un ou l'autre des bénéficiaires conjoints n'ayant pas établi son statut d'étranger vous fournit un NIF, utilisez ce numéro aux fins de la retenue de garantie et de la déclaration de renseignements.

Pour plus de renseignements sur les bénéficiaires étrangers, voir les instructions à l'intention du demandeur d'un formulaire W-8BEN, W-8BEN-E, W-8ECI, W-8EXP ou W-8IMY.

Noms et NIF à utiliser aux fins de la déclaration de renseignements

Indiquez le nom et l'adresse complets tels qu'ils figurent dans le formulaire W-9 dans la déclaration de renseignements produite auprès de l'IRS et sur la copie transmise au bénéficiaire. Si le bénéficiaire a indiqué que son adresse était nouvelle, vous devez mettre vos dossiers à jour. Si vous avez versé des paiements à plus d'un bénéficiaire ou que le compte est établi à plus d'un nom, inscrivez sur la première ligne destinée au nom de la déclaration de renseignements uniquement le nom du bénéficiaire dont le NIF figure dans le formulaire W-9. Vous pouvez indiquer le nom de chacun des autres bénéficiaires dans l'espace sous la première ligne destinée au nom dans la déclaration de renseignements.

Les formulaires W-9 indiquant un numéro NIFI doivent porter le nom exactement comme indiqué à la ligne 1a du formulaire W-7. Si vous êtes un PFFI déclarant un compte américain sur le formulaire 8966, Rapport FATCA, et que le compte est détenu conjointement par des personnes américaines, remplissez un formulaire 8966 distinct pour chaque titulaire.

 Pour en savoir davantage sur les noms et NIF à utiliser aux fins de la déclaration de renseignements, voir la rubrique J du document intitulé *General Instructions for Certain Information Returns* (*instructions générales pour certaines déclarations de renseignements*).

Avis de l'IRS

L'IRS vous enverra un avis si le nom et le NIF du bénéficiaire dans la déclaration de renseignements que vous avez produite ne correspondent pas à ceux figurant dans les dossiers de l'IRS. (Voir la prochaine rubrique, *Vérification de la correspondance des numéros d'identification fiscale (NIF)*). Si vous recevez un avis de retenue de la garantie, vous pourriez devoir envoyer un avis « B » au bénéficiaire pour lui demander un autre NIF. La publication 1281 intitulée *Backup Withholding for Missing and Incorrect Name/TIN(s)* (retenue de garantie pour nom/NIF(s) manquant(s) ou inexact(s)) contient une copie des deux types d'avis « B ». Si vous recevez un avis de pénalité, vous devrez peut-être également envoyer une sollicitation au bénéficiaire. Voir la publication 1586, *Réglementation concernant les motifs raisonnables et exigences applicables aux noms/NIF(s) manquants ou incorrects*.

- H. A regulated investment company as defined in section 851 or an entity registered at all times during the tax year under the Investment Company Act of 1940;
- I. A common trust fund as defined in section 584(a);
- J. A bank as defined in section 581;
- K. A broker;
- L. A trust exempt from tax under section 664 or described in section 4947; or
- M. A tax-exempt trust under a section 403(b) plan or section 457(g) plan.

Joint Foreign Payees

If the first payee listed on an account gives you a Form W-8 or a similar statement signed under penalties of perjury, backup withholding applies unless:

1. Every joint payee provides the statement regarding foreign status; or
2. Any one of the joint payees who has not established foreign status gives you a TIN.

If any one of the joint payees who has not established foreign status gives you a TIN, use that number for purposes of backup withholding and information reporting.

For more information on foreign payees, see the Instructions for the Requester of Forms W-8BEN, W-8BEN-E, W-8ECI, W-8EXP, and W-8IMY.

Names and TINs To Use for Information Reporting

Show the full name and address as provided on Form W-9 on the information return filed with the IRS and on the copy furnished to the payee. If the payee has marked their address "NEW", you should update your records. If you made payments to more than one payee or the account is in more than one name, enter on the first name line of the information return only the name of the payee whose TIN is shown on Form W-9. You may show the names of any other individual payees in the area below the first name line on the information return.

Forms W-9 showing an ITIN must have the name exactly as shown on line 1a of the Form W-7 application. If you are a PFFI reporting a U.S. account on Form 8966, FATCA Report, and the account is jointly held by U.S. persons, file a separate Form 8966 for each holder.

 For more information on the names and TINs to use for information reporting, see section J of the *General Instructions for Certain Information Returns*.

Notices From the IRS

The IRS will send you a notice if the payee's name and TIN on the information return you filed do not match the IRS's records. (See *Taxpayer Identification Number (TIN) Matching*, next.) If you receive a backup withholding notice, you may have to send a "B" notice to the payee to solicit another TIN. Pub. 1281, *Backup Withholding for Missing and Incorrect Name/TIN(s)*, contains copies of the two types of "B" notices. If you receive a penalty notice, you also may have to send a solicitation to the payee. See Pub. 1586, *Reasonable Cause Regulations and Requirements for Missing and Incorrect Name/TINs*.

Vérification de la correspondance des numéros d'identification fiscale (NIF)

Le service de vérification de la correspondance des numéros d'identification fiscale (NIF) (*TIN Matching*) permet à un payeur ou à un représentant autorisé devant produire des formulaires 1099-B, DIV, INT, K, MISC, OID et/ou PATR de vérifier que les combinaisons de NIF et de nom correspondent à celles de dossiers de l'IRS avant de transmettre les formulaires à ce dernier. *TIN Matching* est l'un des services électroniques offerts auxquels donne accès le site Web de l'IRS. Rendez-vous sur le site IRS.gov et tapez « e-services » dans le champ de recherche. On s'attend à ce que les payeurs qui vérifient les combinaisons de NIF et de nom avant de produire les déclarations de renseignements reçoivent moins d'avis de retenue de garantie (CP2100) et de sanctions.

Renseignements additionnels

Pour des renseignements additionnels sur la retenue de garantie, voir la publication 1281.

Taxpayer Identification Number (TIN) Matching

TIN Matching allows a payer or authorized agent who is required to file Forms 1099-B, DIV, INT, K, MISC, OID, and/or PATR to match TIN and name combinations with IRS records before submitting the forms to the IRS. TIN Matching is one of the e-services products that is offered and is accessible through the IRS website. Go to IRS.gov and enter "e-services" in the search box. It is anticipated that payers who validate the TIN and name combinations before filing information returns will receive fewer backup withholding (CP2100) notices and penalty notices.

Additional Information

For more information on backup withholding, see Pub. 1281.